

FINANCES PUBLIQUES

La question du recours à l'endettement extérieur n'est pas tranchée

Le débat fait rage au sommet de l'Etat. Le problème étant de maintenir le niveau de croissance tirée jusque-là par les dépenses publiques dans un contexte marqué par la baisse des recettes fiscales à cause de la chute des prix du pétrole. Or, l'idée d'endettement extérieur qui semble être inévitable pour financer les investissements publics fait face à de fortes oppositions.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - C'était Nouredine Bouterfa, président-directeur général de la Sonelgaz, qui, il y a presque une année, avait émis le premier le vœu d'aller sur les marchés financiers internationaux pour lever les fonds nécessaires au financement des projets de son entreprise.

Il l'a rappelé pas plus tard qu'avant-hier en présentant le bilan d'activité 2015 du mastodonte énergétique algérien. Mais, cette option soutenue y compris par le Premier ministre Abdelmalek Sellal, lequel a évoqué l'idée en août 2015 dans sa réunion avec les walis, ne fait pas l'unanimité.

Au moment où Bouterfa plaide pour le recours à l'endettement extérieur justement, le secrétaire général du Rassemblement national démocratique (RND) et ministre directeur du cabinet du président de la République, Ahmed Ouyahia, a mis en garde contre les risques d'une telle entreprise.

Dans la conférence de presse qu'il a animée au lendemain de la session du conseil national du parti, Ouyahia a rappelé les conséquences sociales des plans d'ajustement structurel imposés à l'Algérie par le Fonds monétaire

international (FMI) dans les années 1990 et les douleurs endurées par le peuple algérien. Ouyahia, qui a exhorté les parlementaires de son parti à soutenir l'action du gouvernement, semble néanmoins dresser une ligne rouge en contrepartie de ce soutien. Il a prôné une rationalisation des dépenses publiques et la facilitation de l'acte d'investir, seule panacée, à ses yeux, face à la baisse des recettes budgétaires.

Le souci étant de maintenir le niveau de croissance économique et soutenir l'effort social de l'Etat qui subventionne à coups de milliards de dollars le logement, les produits de large consommation, l'électricité et les carburants et



Photo : DR

même l'investissement à travers les différentes exonérations fiscales. Sauf que le retournement du marché pétrolier qui voit les prix du baril fluctuer sous la barre des 50 dollars depuis plus d'une année complique la tâche du gouverne-

ment, obligé de chercher d'autres sources de financement pour son modèle de croissance basé sur les dépenses publiques.

L'emprunt national lancé en avril dernier s'inscrit dans cette logique de diversification des

sources de financement des investissements publics. En annonçant cet emprunt au début de l'année, le Premier ministre avait même évoqué l'éventualité de recourir à d'autres instruments de financement de l'économie en injectant des sommes sous forme d'avances au Trésor public. C'est-à-dire, le recours à la planche à billets.

Cette option a été combattue par le désormais ex-gouverneur de la Banque d'Algérie Mohamed Laksaci partisan d'une rigueur budgétaire et d'une gestion maîtrisée de réserves de change.

Le débat fait donc rage au sommet de l'Etat et les précheurs de la rigueur opposent une forte résistance aux solutions faciles. Si le limogeage de Laksaci peut être interprété par la victoire des partisans d'une politique de changes plus laxiste, la question d'endettement extérieur n'est toujours pas tranchée.

L.H.

MARCHÉS DE FRUITS ET LÉGUMES

C'est déjà la flambée

Comme chaque année, les chefs de ménages devront se saigner pour faire face aux différentes dépenses de Ramadhan. Avec, d'ores et déjà, des prix qui ont pris l'envol dès l'entame de ce mois de jeûne.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - La flambée des prix est déjà au rendez-vous. Sur les étals, les légumes ont vu leur prix s'envoler. Au marché Bouguerfa à Belouizdad (Alger), plus connu sous le nom de marché T'nache, la courgette est passée en moins de deux jours, de 80 à 120 dinars le kilogramme. Idem pour la tomate, le poivron et le piment dont le prix a augmenté de 20 dinars pour atteindre 120 dinars.

Même sort pour la carotte qui est passée de 60 à 80 dinars. Le haricot a également enregistré une hausse de 10 dinars portant son

prix à 130 dinars le kilo. Très peu de légumes ont échappé, du moins pour le moment, à cette flambée, à l'exemple du concombre qui a maintenu son prix de 60 dinars le kilogramme, le navet et l'aubergine à 80 dinars et la laitue à 100 dinars.

«La hausse des prix est une question de quatre à cinq jours. Après, tous les légumes retrouveront leur prix initial», assure Mohamed, vendeur de légumes au vieux marché T'nache.

Et à son voisin, un autre marchand de légumes, d'expliquer davantage : «Durant les occasions

religieuses et les fêtes telles que le Ramadhan et les fêtes de l'Aïd, la demande des fruits et légumes augmente, ce qui provoque la hausse des prix aux marchés de gros».

Pour un gain facile et rapide, tous les arguments sont bons. La flambée des prix des fruits et légumes est devenue, ainsi, traditionnelle durant le mois de jeûne.

Seulement, le manque flagrant de marchés de gros et de marchés de proximité contribue énormément à la spéculation. Très attendu, le réseau national de distribution inscrit dans le plan du quinquennat précédent de 2010-2014, traîne toujours.

Un programme qui compte 1000 marchés de proximité, 800 marchés de détail et 30 marchés

de gros. Selon le président de l'Association nationale des commerçants et artisans (Anca), Hadj-Tahar Boulouar, le taux de réalisation de ce projet n'a même pas atteint les 40%. Un retard qu'il impute en premier lieu aux collectivités locales ainsi qu'au manque de coordination entre les différentes institutions concernées.

Pourtant, assure-t-il, «ce réseau devrait éradiquer le commerce informel qui sévit dans nos villes et quartiers et stabiliser les prix sur le marché».

En attendant la mise en place de ce réseau, le consommateur continue de subir le diktat des commerçants et l'anarchie qui règne dans les marchés des fruits et légumes.

Ry. N.

GRÈVE DES VÉTÉRINAIRES

Des abattoirs paralysés et des boucheries en pénurie de viandes

En l'espace d'à peine deux mois, l'Union algérienne des vétérinaires est à sa deuxième grève de trois jours, entamée à la veille du mois de Ramadhan.

Une période qui connaît, faut-il le rappeler, une forte demande sur les viandes rouges principalement. Ce qui a constitué le moyen de pression idéal sur le ministère du Commerce.

L'Union justifie cette grève par le refus de l'institution de répondre à leurs revendications, précédemment communiquées. Il s'agit, selon elle, de requêtes légitimes concernant les promotions et la modernisation de la Direction générale des services vétérinaires.

Or, cette pénurie est l'excuse qu'ont trouvée les commerçants pour expliquer l'importante hausse de leurs prix, s'agissant des viandes rouges particulièrement.

Ils exagèrent même davantage le phénomène de la raréfaction de ce produit, trouvant là un moyen de fructifier encore plus leurs recettes en cette période. En effet, depuis avant-hier, les chaînes au niveau des boucheries se font longues et l'attente tout autant.

Contradictoirement au justificatif des commerçants, l'Union générale des vétérinaires tient le discours contraire. Elle a dénoncé ces pratiques immorales en révélant que les bouchers ont pris connaissance de la grève en question avant même son commencement. Ce qui leur a permis, d'ailleurs, de s'approvisionner largement pour couvrir la demande



Photo : DR

Les vétérinaires sont à la leur deuxième grève.

actuelle. Selon l'Union, cette augmentation des prix n'a donc aucun rapport avec le ralentissement de

l'activité des abattoirs ou la loi de l'offre et de la demande.

N. B.

M^{me} Louisa Ighilahriz nous écrit

Réagissant au compte-rendu de la cérémonie d'hommage au chahid Henri Maillot, publié dans notre édition du dimanche 5 juin, nous avons reçu les précisions suivantes de M^{me} Louisa Ighilahriz. «Concernant la marginalisation des moudjahidine d'origine européenne, ces derniers sont considérés comme sœurs et frères de combat. Certes, depuis des années, leur demande restait au niveau des bureaux d'ordre.

Depuis quelques mois, leur problème de nationalité algérienne est résolu pour certains, mais d'autres sont sur le point de l'être. Je remercie la célérité des ministres des Moudjahidine et de la Justice d'avoir réglé ces problèmes combien épineux pour Kolozi et Pisani, moudjahidine de la première heure.

Que dire des moudjahidine et moudjahidate sans sépulture ? Lousi Telessi, Zouleikha Oudai, Ahmed Bouguerra, Maurice Audin ? Devons-nous les oublier ? Devons-nous les rayer de la mémoire de notre Histoire ? Et la liste est longue. Voilà pourquoi je parle d'oubli...»

Louisa Ighilahriz